



# SÉRIE AMÉRICAINE ÉLECTIONS 2020

Par son impact sur le reste du monde autant que par ses incertitudes, l'élection présidentielle américaine va retenir notre attention durant les semaines qui viennent. Terra Nova se met à l'heure américaine en publiant des contributions venant d'horizons variés, avec pour objectif de multiplier les éclairages sur une élection atypique. Sans illustrer une position collective de Terra Nova, les textes du présent cycle viseront à mieux comprendre les impacts multiples de ce vote aux Etats-Unis et au-delà.

## DU CONSENSUS DE WASHINGTON AU CONCILE DE WASHINGTON ?

2 novembre 2020 | Par Bertrand Badré, Fondateur de *Blue Like an Orange Sustainable Capital*, auteur de *La Finance peut-elle sauver le Monde* (2017) et de *Voulons-nous (sérieusement) changer le monde ?* (2020). Ancien Directeur général et Directeur financier de la Banque Mondiale.

L'année 2020 s'achève bientôt. Ouf. Il reste encore pourtant quelques haies à sauter. L'élection américaine du 3 novembre n'est pas la moindre. Elle paraît à une semaine du scrutin moins incertaine. L'objet de cette chronique n'est pour autant pas de spéculer sur le résultat proprement dit, ni de tracer un tableau des changements ou des continuités que pourraient amener une prolongation de l'actuelle administration Trump ou la mise en place d'une administration Biden sur le multilatéralisme au niveau international ou le retour de la paix civile sur le plan domestique. Sujets cruciaux s'il en est mais traités et bien traités par d'autres et largement balisés.

Alors que 2020 s'achève, et en lien avec la question posée par mon récent livre *Voulons nous (sérieusement) changer le monde ?* (Editions Mame, septembre 2020), pouvons-nous imaginer que cette élection américaine marque une étape dans la transformation de notre modèle financier ? *I have a dream... I have this dream.*

Il y a très exactement 50 ans Milton Friedman marquait les esprits et son époque en publiant, en septembre 1970, son fameux article dans le New York Times : «*A Friedman doctrine – The Social Responsibility Of Business Is to Increase Its Profits*». Un an après, Nixon suspendait la convertibilité or du dollar. Le marché s'imposait comme la manière de valoriser par défaut. Depuis, très largement sous leadership américain, nous avons décliné cette approche dans la plupart des normes et standards de notre « *operating system* » : normes comptables, modes de rémunération, obligations fiduciaires, notation, reporting, etc. Ce modèle incarné politiquement au tournant de la décennie 1970 par Reagan et Thatcher s'est imposé à tous ou presque et a produit des effets positifs importants avant de toucher ses limites avec la crise financière de 2007-2012. Le « consensus de Washington » des années 1980-1990 est un de ses enfants.

Après la crise financière, le modèle n'a pas été véritablement discuté. On a colmaté les brèches, consolidé ratios et gouvernance mais pas touché aux fondamentaux. Pourtant, en 2015 les États-Unis ont joué un rôle important dans la conclusion de trois grands accords internationaux. En juillet à Addis-Ababa sur le financement du développement en présence du secrétaire au Trésor Jack Lew. En septembre à New York avec l'adoption des Objectifs du Développement Durable. Et on se souvient du rôle important de la poignée de mains Barack Obama – Xi Jinping avant les Accords de Paris en décembre. Quelques années après la crise, nous semblions choisir collectivement une voie de sortie et une feuille de route nous engageant ensemble sur la voie d'un développement inclusif résilient et durable. Comme beaucoup j'y ai cru. Ayant participé à ces événements j'étais évidemment biaisé...

La suite du film ne s'est pas déroulée comme prévue. Dès avant la crise du Covid-19 et tout ce qu'elle a entraîné, les engagements de 2015 n'étaient pas respectés. L'élection de Trump en particulier a mis un coup de frein institutionnel au mouvement. Ce n'est pas le seul élément mais il a symboliquement pesé lourd. Même si les engagements de certains Etats ou de certaines villes ou entreprises aux Etats-Unis ont rappelé l'emprise limitée d'un Etat fédéral mal connu en France. Par ailleurs, dès le départ la base volontaire de ces accords les fragilisait. Les hésitations de la plus grosse économie du monde n'ont pas aidé. Enfin, les rivalités ne se sont pas traduites par un concours de vertu mais par une forme de déresponsabilisation. La pression vertueuse des pairs n'a pas fonctionné. Les seuls mécanismes de marché, toujours enracinés dans les principes posés il y a 50 ans, non plus. Les échéances se rapprochent. Et le leadership américain fait défaut.

Cette élection peut-elle changer la donne ? C'est le rêve que je fais. Force est de constater que les espoirs d'un changement reposent en la matière désormais sur une administration Biden. Donald Trump a peu explicité son programme économique et la référence au mandat qui s'achève ne donne que peu d'espoirs.

Joe Biden a d'ores et déjà dit qu'il ne ferait qu'un mandat. Pour certains cela sonne le glas de toute ambition réformatrice laissée à celui ou celle qui lui succèdera. Pour d'autres au contraire, et lui-même le dit, cela lui permet, ne cherchant pas de réélection, de lancer un mouvement important. D'autant plus important qu'une éventuelle large victoire peut aussi lui donner le contrôle du Congrès et les coudées plus franches pour avancer.

Un parallèle audacieux me vient à l'esprit à ce stade du raisonnement. Angelo Roncalli a été élu pape, sous le nom de Jean XXIII, le 28 octobre 1958 : quatre semaines avant son 77e anniversaire. Joe Biden pourrait être élu le 3 novembre : trois semaines avant son 78e anniversaire. Perçu comme un pape de transition, trop âgé, peu nombreux étaient ceux qui plaçaient leur espoir en lui. Et pourtant Jean XXIII est l'homme qui lance le Concile Vatican II : le plus important depuis plusieurs siècles. Joe Biden, par ailleurs catholique, peut-il être le Jean XXIII américain et lancer les travaux de Capitalisme 2 en ligne avec les engagements de 2015 ? Il affiche sa volonté d'un monde meilleur et plus civil. Il est engagé pour le climat, la diversité, la lutte contre les inégalités... Saura-t-il aller au-delà du compromis cosmétique ? Il pourra s'appuyer sur une partie des milieux économiques et notamment sur la *Business Round Table* (qui regroupe les plus grandes entreprises américaines) : ne s'est-elle pas engagée en août 2019 sur la voie du « *stakeholder capitalism* » un peu plus de 20 ans après avoir proclamé la primauté du « *shareholder capitalism* » ? Mais le scepticisme demeure dans l'opinion et même chez un certain nombre de ses membres. La crise du Covid couplée à la possible élection de Joe Biden peut-elle inaugurer un nouveau cycle pour le capitalisme après Bretton Woods, les trente glorieuses et le modèle néolibéral ? Se souviendra-t-on de Biden comme on se souvient de Reagan... ou de Jean XXIII ? Ou ne se souviendra-t-on pas de Biden ? Comme on dit de ce côté de l'Atlantique : « *the jury is out* ».

Si je poursuis mon rêve, ce concile pourrait être élargi et l'Europe, très engagée sur le Green Deal, en est un partenaire naturel. Il y a un risque de collision aujourd'hui entre deux approches de la finance durable et de ses normes. Nous n'avons jamais pu rapprocher les grands systèmes comptables. Est-il trop tard pour imaginer que nous dessinions ensemble les normes du XXIe siècle ? L'Europe a pour elle une certaine avance et un engagement sincère et ancien.

Après le « Consensus de Washington » le « Concile de Washington » ?